

Perspectives économiques mondiales janvier 2011:

Naviguer dans des eaux troubles

Annexe Régionale

Afrique subsaharienne

Récents développements

Selon les estimations, le PIB de l'Afrique subsaharienne a progressé de 4,7 % en 2010, une hausse plus importante que celle de 1,7 % enregistrée en 2009. En excluant l'Afrique du Sud, l'économie la plus importante de la région, la croissance de la région est estimée à 5,8 % en 2010, contre 3,8 % en 2009 (Figure R6.1).

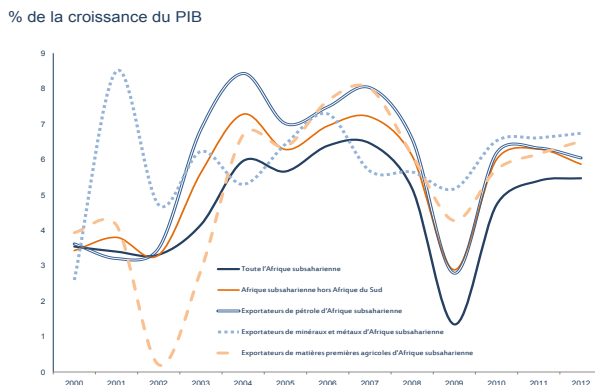
Alors que la résilience de la demande a soutenu la croissance en 2009, la reprise de 2010 a été stimulée par le secteur externe, c'est-à-dire par une hausse du volume des exportations, des prix des matières premières et des investissements étrangers directs ainsi que par la reprise du tourisme.

Après avoir diminué de manière importante, le volume des exportations de la région est reparti à la hausse au cours de la deuxième moitié de 2009 et de la première moitié de 2010, pour atteindre un pic en mars 2010 de 13,6 % supérieur aux volumes d'avant la crise. Avec le ralentissement du commerce mondial, les

exportations ont diminué vers le milieu de l'année et, en date de juillet 2010, les volumes d'exportations n'étaient que de 2,2 % supérieurs à leurs niveaux d'avant la crise. Sans compter l'Afrique du Sud, dont les exportations ont été affectées par l'appréciation du rand et des grèves de main-d'œuvre, les volumes d'exportations dans le reste de la région se trouvaient en juillet à un niveau de 10 % supérieur à celui d'avant la crise.

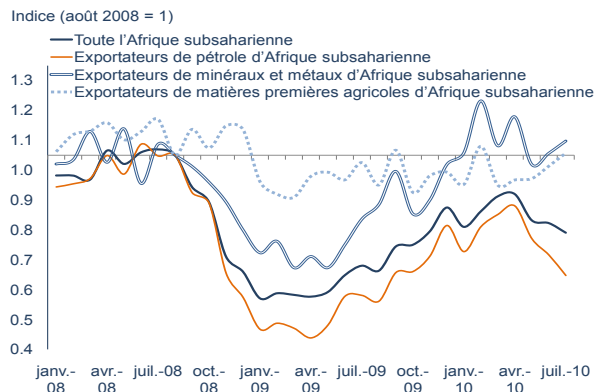
Les volumes d'exportations qui ont enregistré la plus solide reprise sont ceux des métaux et des minéraux (en hausse de 34,7 % et 18,2 % pour les exportateurs de pétrole et seulement de 5,8 % pour les exportateurs de matières premières agricoles). Ces chiffres expliquent en partie que les exportateurs de minéraux et de métaux sont ceux qui ont connu la croissance la plus robuste en 2010 (6,5 %) ; les exportateurs de pétrole ont connu une croissance un peu moindre (5,9 %) et les exportateurs de matières premières agricole ont connu une croissance moins importante, mais de tout de même robuste (5,7 %) (Figure R6.2).

Figure R6.1 La croissance parmi les pays exportateurs de métaux et minéraux d'Afrique subsaharienne est supérieure à celle des exportateurs de pétrole et de matières premières agricoles



Source : Banque mondiale.

Figure R6.2 Les exportateurs de minéraux et métaux d'Afrique subsaharienne sont ceux qui ont enregistré la plus forte reprise



Source : Banque mondiale.

Nonobstant la reprise des volumes, la valeur des exportations régionales demeure 26 % en-dessous de ses niveaux d'août 2008, n'arrivant pas à renouer avec ses niveaux exceptionnels de 2008. Toutefois, cela s'explique principalement par une baisse des prix du pétrole, puisque les prix des métaux et des minéraux ont récupéré la majeure partie des pertes subies pendant la crise. Ainsi, alors que les revenus des exportateurs de pétrole sont en baisse de 40 %, ceux des exportateurs de matières premières agricoles ont retrouvé leur niveau d'août 2008 tandis ceux des exportateurs de métaux et de minéraux se situent 4,8 % au-dessus de la valeur de référence.

Les revenus étrangers de l'Afrique du Sud ont aussi été accrus par la tenue de la Coupe du monde de football de la FIFA. Grâce en partie à cet événement, l'Afrique subsaharienne, la seule région à avoir bénéficié d'une augmentation des entrées de touristes en 2009, a vu sa croissance perdurer avec une hausse de 16 % des entrées internationales au cours de la première partie de 2010 (Organisation mondiale du tourisme des Nations Unies, 2010). Les recettes touristiques étaient également en hausse dans la plupart des

destinations touristiques de la région (Cap Vert, Kenya, Maurice, Seychelles et Tanzanie).

Les investissements étrangers directs (IED) sont la plus importante source d'entrées de capitaux privés à destination de l'Afrique subsaharienne. Après avoir diminué de 12,3 % en 2009, les IED ont enregistré une reprise de 6 % pour se chiffrer à 32 milliards de dollars en 2010 (Tableau R6.1). En effet, les IED à destination de la région ont augmenté au cours de six des huit dernières années grâce à une hausse de l'intérêt des investisseurs pour la région. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) estime que les IED en Afrique sont ceux qui offrent le meilleur rendement à l'échelle internationale.

La majorité de ces investissements (40 %) ont été réalisés dans les trois plus importantes économies de cette région : l'Afrique du Sud, l'Angola et le Nigeria. Néanmoins, plus de 50 % des IED sont destinés à des plus petits pays de la région, contrairement aux flux de portefeuille dont 90 % sont destinés aux plus importantes économies de la région. Soutenus par la hausse

Tableau R6.1 Flux de capitaux nets vers l'Afrique subsaharienne en milliards USD

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010e	2011p	2012p
Balance des comptes courants	-7.1	2.3	20.3	16.0	-5.9	-17.0	-18.5	-14.7	-20.1	-29.2
en % du PIB	-1.6	0.4	3.2	2.2	-0.7	-1.7	-2.0	-1.4	-1.7	-2.3
Flux financiers										
Entrées de capitaux privés et officiels nets	14.6	24.0	33.0	42.4	53.2	38.9	45.3	59.3		
Entrées de capitaux privés nets (actions+dettes)	13.2	21.7	33.9	44.4	50.7	34.3	35.8	49.3	56.8	64.8
..Entrées de capitaux privés nets (% du PIB)	3.0	4.0	5.3	6.0	5.9	3.5	3.9	4.6	4.9	5.2
Entrées nettes en actions	14.0	17.7	26.1	37.0	38.7	28.9	40.2	43.0	49.8	60.8
..Entrées nettes d'IED	13.3	11.0	18.0	20.2	28.5	34.5	30.3	32.0	40.8	51.8
..Entrées nettes de portefeuilles d'actions	0.7	6.7	8.1	16.8	10.1	-5.6	10.0	11.0	9.0	9.0
Entrées nettes de dettes	0.6	6.4	6.9	5.4	14.6	10.0	5.1	16.3		
..Créanciers officiels	1.4	2.3	-0.9	-1.9	2.5	4.6	9.5	10.0		
....Banque mondiale	2.2	2.5	2.4	2.2	2.4	1.9	3.1	3.4		
....FMI	0.0	-0.1	-0.4	-0.1	0.1	0.7	2.2	1.8		
....Autres institutions officielles	-0.8	0.0	-2.9	-4.1	0.0	2.0	4.1	4.8		
..Créanciers privés	-0.8	4.0	7.9	7.4	12.1	5.5	-4.4	6.3	7.0	4.0
....Flux nets à moyen-long termes dans les dettes	0.9	2.7	4.8	-2.0	8.0	0.8	5.6	8.1		
.....Obligations	0.4	0.6	1.3	0.3	6.7	-0.7	1.9	3.4		
.....Banques	1.2	2.4	3.8	-1.7	2.1	1.7	2.9	4.7		
.....Autres flux privés	-0.7	-0.3	-0.3	-0.7	-0.8	-0.1	0.8	0.0		
....Flux nets de dettes à court terme	-1.7	1.4	3.0	9.4	4.0	4.6	-10.0	-1.8		
Facteur d'équilibre /a	-4.1	-4.6	-33.5	-26.0	-20.4	-11.1	-28.7	-38.5		
Variation des réserves (un chiffre négatif = augmentation)	-3.5	-21.7	-19.9	-32.5	-27.0	-10.9	1.9	-6.1		
Engagements hors bilan										
Envois de fonds des travailleurs	6.0	8.0	9.4	12.7	18.6	21.3	20.8	21.0	22.0	24.0

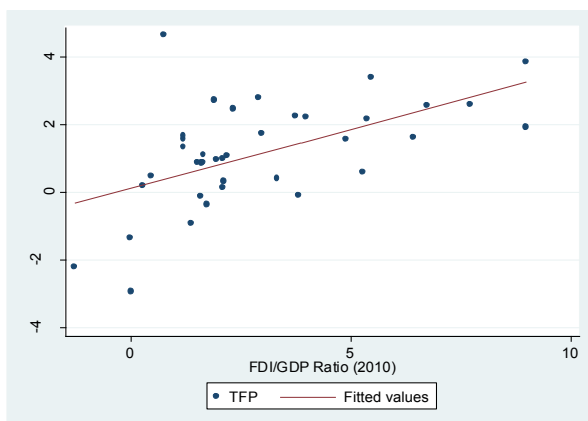
Source : Banque mondiale. e = estimations, p = prévisions.

/a Combinaison des erreurs et omissions et de l'acquisition nette d'avoirs étrangers (IDE compris) par les pays en développement.

des prix des métaux et de l'énergie de ces dernières années, la majorité de ces flux ont été injectés dans le secteur des industries extractives. Les bénéficiaires de ces flux couvrent un vaste éventail de pays, notamment des pays à revenu intermédiaire (Congo, Ghana), des pays à faible revenu (Mozambique, Zambie, Niger), des pays se remettant de conflit (Liberia, Sierra Leone) et des pays en conflit (Guinée).

Toutefois, même si la majeure partie de la valeur en dollars des IED entre dans le secteur extractif, le secteur manufacturier a représenté 41 % du nombre total des projets d'investissement dans de nouvelles capacités de production au cours de la période de 2003 à 2009, notamment dans le secteur des métaux (9 % du total), des équipements de transport (7 % du total) et des aliments et boissons (6 % du total) (CNUCED, 2009). Outre le secteur manufacturier, celui des services compte également comme un important bénéficiaire des IED, en particulier les services bancaires, de télécommunications et de transport. En juin 2010, par exemple, Bharti Airtel, une entreprise indienne, a complété l'acquisition des opérations de téléphonie mobile de Zain en Afrique pour 10,7 milliards de dollars, l'une des plus importantes acquisitions en 2010. Même si les pays développés sont la principale source d'IED dans la région, les pays en développement (y compris ceux situés à l'intérieur de l'Afrique) augmentent aujourd'hui leur part d'IED dans la région. Ces investissements offrent le capital

Figure R6.3 Les flux d'investissements étrangers directs sont positivement corrélés avec la croissance de la productivité totale des facteurs en Afrique subsaharienne



Source : Banque mondiale.

dont la région a grandement besoin pour mettre à jour les technologies, créer de l'emploi et contribuer à la croissance de l'Afrique subsaharienne (Figure R6.3).

En 2010, l'Afrique du Sud a été le seul pays d'Afrique subsaharienne à émettre de nouvelles obligations libellées en devises étrangères (4,7 milliards de dollars) sur les marchés internationaux de capitaux, bien qu'un certain nombre de pays, dont le Nigeria, se préparent actuellement à émettre des obligations internationales et qu'un bon nombre d'obligations récemment émises (par exemple, celles du Ghana et du Gabon) continuent d'être activement échangées sur les marchés secondaires.

Jusqu'à présent, la crise de la dette dans la zone euro a eu peu d'effet sur les rendements des dettes souveraines en Afrique subsaharienne. Après avoir initialement augmenté en mai dans le sillage du sauvetage financier de la Grèce, la diminution des spreads des obligations émises par des pays d'Afrique subsaharienne s'est poursuivie et ce, même après l'annonce de l'aide versée à l'Irlande en novembre (Figure R6.4).

Les liens économiques entre l'Afrique subsaharienne et l'Asie se sont renforcés ces dernières années et, par conséquent, un certain nombre de pays africains ont pu accéder à des prêts émis par des pays d'Asie. Bien que le montant total de ces derniers ne soit pas

Figure R6.4 Les spreads des coupons détachés des obligations des marchés émergents chutent à des niveaux d'avant la crise en dépit de la persistance de la crise de la dette souveraine dans la zone euro



Source : JPMorgan.

Tableau R6.2 Principaux accords sino-africains de financement d'infrastructures signés en 2010

Pays d'origine	Pays bénéficiaire	Valeur (milliards de dollars)
Chine	Ghana	1.3
Corée du Sud	Ghana	1.5
Chine	Rép. démocratique du Congo	6.0
Chine	Cameroun	0.7
Chine	Nigeria	0.9

Source : Sources nationales et Thomson Reuters.

disponible, on peut noter les ententes notables suivantes : un accord-cadre conclu en septembre 2010 entre le gouvernement du Ghana et la Banque de développement de la Chine et la banque chinoise Exim d'un montant de plus de 13 milliards de dollars ; un prêt accordé en 2010 par la Chine à la République démocratique du Congo allant jusqu'à 6 milliards de dollars (Tableau R6.2). La majorité de ces prêts ont servi à financer des projets relatifs aux infrastructures telles que les routes, les chemins de fer, les centrales électriques et les zones économiques. Le Forum sur la coopération sino-africaine rapporte que depuis 2000, les entreprises chinoises ont bâti 60 000 kilomètres de routes et des centrales électriques d'une capacité de production de 3,5 millions de kilowatts en Afrique subsaharienne.

À la fin d'octobre, les flux de portefeuille à destination de l'Afrique du Sud, le marché le plus liquide de la région, avaient plus que doublé pour se chiffrer à 6 milliards de dollars. Ces flux ont soutenu la reprise des cours des actions ainsi que la consommation des ménages en raison de l'effet de l'accroissement de la richesse. Les entrées de capitaux ont également contribué à l'appréciation du rand – 8 % par rapport au dollar entre janvier et décembre 2010, et 30 % depuis janvier 2009 en termes réels effectifs. Cette appréciation, même si elle a permis de modérer les augmentations de prix intérieurs a également réduit la compétitivité des exportations de l'Afrique du Sud, en particulier dans le secteur manufacturier.

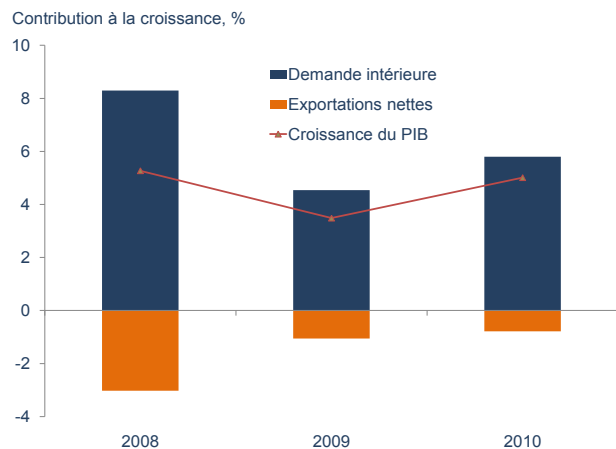
Grâce à la reprise en cours aux États-Unis et en Europe, les envois de fonds à destination de l'Afrique subsaharienne, qui étaient demeurés presque stables pendant la crise, ont enregistré

un modeste gain de 1 % en 2010 pour s'élever à 21 milliards de dollars. Les flux d'envois de fonds sont importants pour soutenir la consommation des ménages dans un certain nombre de pays d'Afrique subsaharienne, notamment au Lesotho où ils comptent pour 22 % de son PIB ainsi qu'au Cap Vert, au Sénégal et au Togo où ils comptent pour 10 % du PIB de ces pays.

L'amélioration des conditions intérieures a également soutenu la reprise.

En dépit d'une amélioration des conditions externes, une solide demande intérieure (reflétant en partie de meilleurs revenus attribuables à une hausse des prix des matières premières) a conduit à une augmentation des importations plus rapide que celle des exportations. La contribution des exportations nettes à la croissance du PIB a été négative dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne (Figure R6.5), soustrayant quelque 0,8 % à la croissance agrégée du PIB en 2010. Cependant, la reprise dans la région et la récente robustesse de l'Afrique du Sud ne sont pas qu'une simple question de matières premières. Entre 2000 et 2008, moins d'un tiers de la croissance du PIB de l'Afrique subsaharienne a été attribuable aux ressources naturelles, l'essentiel de celle-ci étant due à l'expansion rapide des secteurs manufacturier, de la vente au détail et de gros, des transports et des télécommunications.

Figure R6.5 Une solide demande intérieure aide à soutenir la croissance en Afrique subsaharienne



Source : Banque mondiale.

La récente résilience de l'économie de la région reflète en partie la mise en œuvre de politiques intérieures contracycliques relatives à la demande dans plusieurs pays. Un bon nombre de pays ayant un espace fiscal adéquat (par exemple, le Kenya, le Nigeria et la Tanzanie) ont poursuivi leurs programmes d'infrastructures en dépit de la crise, en partie en raison de soutien budgétaire bilatéral et multilatéral, mais aussi parce qu'une bonne gestion macroéconomique et un allègement antérieur de leur dette leur avaient permis de créer l'espace fiscal nécessaire pour concrétiser leurs programmes, malgré la récession mondiale. En effet, bien qu'ils soient écartés des marchés internationaux de capitaux, pendant la récession, un bon nombre de gouvernements d'Afrique subsaharienne ont été en mesure d'emprunter sur leurs marchés locaux de valeurs mobilières pour financer leurs plans budgétaires.

Par conséquent, les déficits budgétaires de la région ont grimpé pour atteindre 5,5 % du PIB en 2009, comparativement à un excédent de 1 % en 2008. Depuis, la reprise en cours aide à faire diminuer les déficits budgétaires. En 2010, on estime que les déficits budgétaires ont diminué pour se situer à 4,3 % du PIB. Cette baisse est plus marquée au sein des pays exportateurs de pétrole (de 6,8 % du PIB en 2008 à 3,0 % en 2010).

Des conditions météorologiques favorables dans l'est et le sud de l'Afrique ont permis des récoltes exceptionnelles dans un certain nombre de pays de la région et ont ainsi donné un coup de pouce aux revenus des ménages étant donné que le secteur agricole demeure le plus important employeur dans la plupart des pays. Pour un certain nombre de pays de la région (par exemple, le Malawi et la Zambie), l'extension de la couverture des programmes gouvernementaux de soutien à la production a contribué à des récoltes de maïs favorables. En Afrique occidentale, des inondations ont détruit la production agricole au Bénin, au Togo et dans certaines parties du Nigeria. En revanche, une grave sécheresse à travers le Sahel a plongé un bon nombre de ménages du Niger dans l'insécurité puisque les rendements agricoles n'étaient pas au rendez-vous.

Alors que ces facteurs ont eu des répercussions dans toute la région, les pays à faible revenu sont ceux qui ont le mieux réussi à les traduire en croissance. Ces pays ont connu une croissance moyenne de 5,6 % en 2010, contre 4,7 % pour les pays à revenu intermédiaire (6,0 % en excluant l'Afrique du Sud).

La région comptant plus de 40 pays, il est difficile de classer les performances de croissance par groupes de revenu, par blocs régionaux ou par contenu des exportations de ressources, d'autant plus que les performances demeurent hétérogènes même au sein de chacun de ces sous-groupes. La section suivante met l'accent sur les récentes performances de croissance des économies les plus importantes et qui enregistrent la croissance la plus rapide de la région.

En **Afrique du Sud**, la plus importante économie de la région, la production a progressé au cours des premier, deuxième et troisième trimestres à un rythme annuel désaisonnalisé de 1,7 %, 3,1 % et 2,6 % respectivement. La croissance pour 2010 est prévue à 2,7 %, soutenue par un raffermissement de la demande intérieure, ce qui s'est traduit par une reprise des ventes au détail et de gros ainsi que des prix des logements. La consommation des ménages a bénéficié des augmentations des salaires réels et des bas taux d'intérêt ainsi que des effets de la richesse sur la hausse des cours des actions. Les ménages ont accru leurs emprunts de 4,6 % (d'une année sur l'autre) en juillet tandis que les emprunts des entreprises ont augmenté de 6 % (d'une année sur l'autre). Si les investissements du secteur privé ont été léthargiques, les investissements du secteur public ont été robustes, avec des investissements dans les services de construction d'environ 10 % plus élevés qu'avant la crise. L'Afrique du Sud a également bénéficié de la tenue de la coupe du monde de football sur son territoire. La croissance de son PIB aurait été encore plus élevée si ce n'avait été pour un certain nombre de grèves industrielles. Au deuxième trimestre, par exemple, les grèves dans l'industrie ont compté pour 20,8 % de la baisse de la production minière. Dans l'ensemble, jusqu'en octobre

2010, quelque 1,25 million de jours de travail avaient déjà été perdus, contre 526 000 en 2009.

L'économie du **Nigeria** a poursuivi sur sa lancée de croissance robuste. Cette solide performance s'est poursuivie en 2010 ; la croissance annualisée du premier et du deuxième trimestres de 2010 s'est élevée à 7,4 % et 7,7 % respectivement. La croissance de 2010 est estimée à 7,6 %. Bien que la reprise de l'économie mondiale ait été bénéfique, ce sont les développements intérieurs qui ont été les principaux facteurs positifs de cette croissance. La paix relative dans la région du delta du Niger a permis une augmentation de la production de pétrole et de gaz naturel, tandis que le secteur non pétrolier a continué d'enregistrer une solide croissance (contribuant à 70 % de la croissance en 2009, par exemple). Le secteur agricole a bénéficié de conditions météorologiques favorables et de la commercialisation accrue du secteur. Une activité robuste dans le secteur des services, en particulier dans les services des télécommunications et la construction publique et privée, ont soutenu la croissance. La contribution du secteur bancaire a été plus modeste, en raison de la restructuration en cours suite aux mesures d'assainissement du secteur adoptées en 2009.

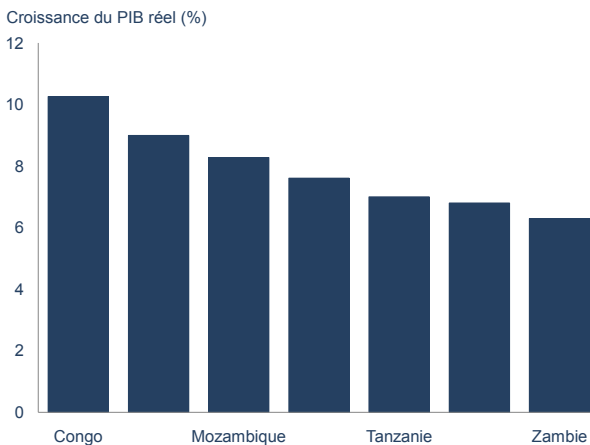
La croissance du PIB de l'**Angola** est estimée à 3,0 % en 2010, en hausse par rapport à la croissance de 0,7 % enregistrée en 2009. Étant donné que le secteur pétrolier compte pour plus de 50 % de l'économie angolaise, l'augmentation des revenus due à la hausse des prix du pétrole a soutenu cette accélération. Toutefois, les importants paiements arriérés que le gouvernement devait au secteur privé ont eu des effets négatifs sur l'économie non pétrolière, limitant la croissance économique en 2010. Selon les données du gouvernement, de mai à août 2010, celui-ci a versé 1,3 milliard de dollars sur les quelques 6,8 milliards de dollars en arriérés accumulés. En dépit des politiques de resserrement fiscal et monétaire, l'inflation s'est accélérée en 2010, passant de 13,7 % en 2009 à 14,5 % en 2010.

L'économie du **Kenya** est revenue une meilleure croissance, grâce à une reprise des secteurs agricole et industriel. La croissance de

l'économie du Kenya est estimée à 5 % en 2010. La reprise du secteur agricole a été soutenue par des conditions météorologiques favorables et par une augmentation de la superficie irriguée. Les exportations agricoles, en particulier le thé (en hausse de 50 % en termes de volumes), ont soutenu la reprise, tandis que les exportations horticoles ont été freinées par la faiblesse de la reprise en Europe ainsi que par l'épisode des cendres volcaniques en Islande qui a eu des conséquences sur ces produits exigeant un transport rapide en avril 2010. La politique fiscale contracyclique du pays a permis de raffermir la demande intérieure en 2010, le gouvernement ayant investi considérablement dans les infrastructures nationales. L'adoption d'une nouvelle constitution et l'intensification des efforts d'intégration régionale en Afrique de l'Est ont également créé de nouvelles occasions d'affaires pour les entreprises du Kenya. Les envois de fonds des travailleurs ont augmenté pour atteindre 1,8 milliard de dollars en 2010. Ce montant est supérieur à chacun des domaines traditionnels d'échanges étrangers, soit le tourisme, le thé et l'horticulture. Le Kenya continue de bénéficier des gains de productivité que la croissance de son dynamique secteur des technologies de l'information et des communications (TIC) apporte à son économie (par exemple, les services bancaires, commerciaux, de santé, etc.) Le secteur des TIC aurait compté, à lui seul, pour 13 % de la croissance de l'économie du Kenya au cours de la dernière décennie.

Stimulée par une production accrue de pétrole et une reprise des prix internationaux de cette matière première, la croissance du PIB de la **République du Congo** est estimée à 0,3 % en 2010, en faisant l'économie à la croissance la plus rapide de l'Afrique subsaharienne en 2010 (Figure R6.6). La production de pétrole a augmenté pour se situer à 340 000 barils par jour en moyenne, contre 274 000 en 2009. En effet, le Congo a été l'une des rares économies à enregistrer une croissance solide (7,5 %) en 2009, grâce au début de l'exploitation de gisements de pétrole récemment découverts. Le Congo a atteint le point d'achèvement des pays pauvres très endettés (PPTÉ) en janvier et sa dette a été allégée par certains créanciers

Figure R6.6 Économies d'Afrique subsaharienne à croissance rapide en 2010



Source : Banque mondiale.

multilatéraux. En novembre, le Club de Paris a également annulé près de la moitié de la dette du Congo (7,35 milliards de dollars). Par conséquent, la note du service de la dette du pays devrait diminuer de 1,9 milliard de dollars par année. En dépit de son taux élevé de croissance, le secteur non pétrolier du Congo continue de faire face à d'importantes contraintes relatives à la faiblesse des infrastructures et à un climat d'affaires peu favorable. L'allègement de la dette devrait fournir au pays l'espace fiscal dont il a besoin pour accroître ses dépenses visant à stimuler la demande, particulièrement dans les secteurs des transports, de l'énergie et des services sociaux. Toutefois, l'espace fiscal doit être utilisé avec prudence et dans le cadre d'une planification adéquate pour veiller à ce que les investissements publics soient productifs.

Contrairement à d'autres économies à croissance rapide d'Afrique subsaharienne dont la croissance a été soutenue par le secteur des minéraux, la solide croissance de l'**Éthiopie** au cours des dernières années, notamment une hausse de 9 % de son PIB en 2010, est attribuable au secteur agricole. Ce secteur a bénéficié d'investissements continus du gouvernement dans les routes, les projets relatifs à l'énergie et les réseaux de marketing, ce qui a aidé davantage de petits exploitants agricoles à avoir accès aux marchés. De généreuses mesures incitatives ont également soutenu les initiatives de commercialisation agricole de grande taille,

notamment dans le traitement agricole. Les élections tenues dans le calme en mai ont favorisé le retour des investisseurs. En 2010, les exportations ont enregistré une reprise, dans le sillage d'une modeste augmentation des prix des matières premières et de la dépréciation du birr. De plus, au cours des 10 premiers mois de 2010, les envois de fonds des travailleurs étaient en hausse de 9 % d'une année sur l'autre. Ces dernières années, le gouvernement a mis en œuvre des politiques favorisant les entrées d'envois de fonds des travailleurs, notamment en permettant aux Éthiopiens faisant partie de la diaspora d'ouvrir des comptes en devises étrangères dans les banques locales.

Grâce à la reprise des exportations, une hausse des entrées d'investissements étrangers directs et la poursuite du soutien des donateurs, l'économie du **Mozambique** a connu une croissance estimée à 7,8 % en 2010. Les revenus des exportations pour les six premiers mois de 2010 étaient en hausse de 11 % par rapport à la même période l'année dernière. Cette situation s'explique principalement par une hausse du prix de l'aluminium sur les marchés, cette matière représentant 56 % des exportations du Mozambique. Les autres exportations du pays ayant enregistré d'importantes hausses sont le gaz naturel, le fer titané et les exportations d'électricité vers l'Afrique du Sud. Les investissements étrangers continuent à augmenter au Mozambique. L'agence gouvernementale de la promotion des investissements a approuvé 601,2 millions de dollars de projets pour la première moitié de 2010 (une hausse de 400 % par rapport à la faible base de référence de 2009). Toutefois, les dépenses de consommation privée ont été freinées par une forte inflation et par la dépréciation de la devise locale par rapport au rand (l'Afrique du Sud étant une importante source d'importations, particulièrement de denrées alimentaires). En septembre, le gouvernement du pays est revenu sur sa décision d'augmenter le prix du pain et d'autres biens et services publics de base suite à des émeutes.

Le **Botswana** figure parmi les pays à revenu intermédiaire d'Afrique subsaharienne qui ont été gravement touchés par la crise en 2009 en

raison de la chute du prix du diamant, sa principale source d'exportations. La reprise du prix du diamant a favorisé une robuste reprise dans le secteur minier qui compte pour près de 36 % du PIB du pays. La croissance de ce pays pour 2010 est estimée à 7,8 %, soutenue également par le secteur non minier : au troisième trimestre de 2010, les contributions à la croissance du secteur agricole et des services liés au tourisme étaient de 0,7 point de pourcentage et 1,2 point de pourcentage respectivement.

Une reprise du prix du cuivre, des récoltes exceptionnelles, des entrées d'investissements étrangers directs et le raffermissement du secteur des services ont contribué à la solide croissance de 6,4 % affichée par la **Zambie** en 2010. Alors que le prix en dollars du cuivre a grimpé de 54 % entre janvier et novembre 2010 par rapport à la même période en 2009, la production de cuivre a augmenté pour atteindre 720 000 tonnes métriques, son plus haut niveau depuis les années 1970. Dans l'ensemble, la valeur des exportations a augmenté de 28 % au cours de la première moitié de 2010. De plus, grâce à un programme national de subventions des engrais

et des semences, les récoltes de maïs ont augmenté de 42,1 % au cours de la saison 2009-2010. Les conditions favorables de la demande ont contribué à modérer l'inflation en 2010. Celle-ci est passée d'un taux annuel moyen de 14,2 % pour les neufs premiers mois de 2009 à 8,9 % pour la même période en 2010. Les promesses d'investissements étrangers ont atteint le montant record de 2,4 milliards de dollars au cours de la première partie de 2010. La majorité de ces investissements proviennent de Chine et sont destinés aux secteurs manufacturier, minier et de l'énergie. Le secteur des services a été stimulé par de fortes augmentations des dépenses publiques en infrastructures alors que le lancement de services de troisième génération a aidé à accroître l'activité dans le secteur des télécommunications.

En dépit du ralentissement de la production de tabac, sa principale source de revenus étrangers, la croissance de l'économie du **Malawi** est estimée à 6,8 % en 2010 grâce à des récoltes exceptionnelles de maïs, des flux d'aide et une hausse des exportations d'uranium. Les subventions d'engrais et de semences hybrides pour les agriculteurs ont contribué à

Tableau R6.3 Sommaire des prévisions pour l'Afrique subsaharienne
(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	95-06 ^a	2007	2008	Est. 2009	Prévision		
					2010	2011	2012
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	4.0	6.5	5.2	1.7	4.7	5.3	5.5
PIB par habitant, \$ constants	1.4	4.1	3.1	-0.3	2.7	3.3	3.4
PIB en PPA ^c	4.2	6.8	5.5	2.2	5.0	5.6	5.7
Consommation privée	2.0	9.1	3.7	1.4	4.9	5.0	5.0
Consommation publique	5.1	5.9	7.8	4.4	5.5	5.2	5.0
Investissement en capital fixe	6.7	17.7	11.7	4.6	6.7	8.3	7.6
Exportations, BSNF ^d	4.7	5.0	4.3	-5.7	7.5	6.9	6.9
Importations, BSNF ^d	5.9	12.5	6.7	-3.7	9.1	7.9	7.2
Exportations nettes, contribution à la croissance	-0.1	-2.7	-1.1	-0.5	-0.9	-0.8	-0.5
Solde courant, en % du PIB	-1.6	-0.2	-1.2	-2.7	-2.0	-2.3	-2.7
Déflateur du PIB, valeur médiane	7.3	7.4	11.0	3.8	6.1	5.6	5.4
Équilibre budgétaire, % du PIB	-1.7	0.5	0.9	-5.1	-4.0	-3.0	-1.9
Pour Mémoire: PIB							
Afrique subsaharienne à l'exclusion de l'Afrique du Sud	4.5	7.2	6.1	3.8	5.8	6.4	6.2
Pays exportateurs de pétrole	4.6	8.0	6.6	3.9	5.9	6.3	6.0
Afrique subsaharienne, CFA	4.4	4.6	4.2	1.7	4.1	4.7	4.5
Afrique du Sud	3.3	5.5	3.7	-1.8	2.7	3.5	4.1
Nigéria	4.6	6.4	6.0	5.6	7.6	7.1	6.2
Kenya	2.9	7.0	1.6	2.6	5.0	5.2	5.5

Source : Banque mondiale.

a. Les taux de croissance couvrant des périodes sont des moyennes composées ; les chiffres indiqués pour les contributions à la croissance, les ratios et le déflateur du PIB sont des moyennes.

b. PIB en dollars constants de 2005.

c. PIB évalué sur la base des parités de pouvoir d'achat.

Source : Banque mondiale.

l'accroissement des récoltes de maïs. Des politiques macroéconomiques prudentes ont également permis de contenir l'inflation en dépit de pressions sur la dépréciation de la devise du pays.

La **Tanzanie** devrait enregistrer une solide croissance de 7,0 % en 2010, grâce à des développements favorables dans les secteurs des services et des minéraux. Parallèlement à la reprise économique mondiale, le commerce de marchandises et le tourisme ont repris. Soutenues par les évolutions du secteur de l'or, les exportations de marchandises ont atteint 3,4 milliards de dollars en août 2010, contre 2,5 milliards de dollars pour la même période en 2009. Après l'achèvement de la mine Buzwagi Gold en juin 2009, les volumes d'exportations d'or ont grimpé à 37,4 tonnes en août 2010. Combinés à la flambée des prix de l'or cette année-là, ces volumes ont contribué à l'augmentation de 33,9 % (d'une année sur l'autre) des valeurs des exportations en août 2010. Les recettes touristiques ont également augmenté pour se situer à 1,3 milliard de dollars en août 2010, contre 1,2 milliard de dollars à la même période en 2009. De plus, étant donné la position de la Tanzanie en tant que pays de transit, la reprise des échanges commerciaux a donné lieu à une activité accrue dans le secteur des transports.

Perspectives à moyen terme

L'Afrique subsaharienne devrait enregistrer une croissance de 5,3 % et 5,5 % en 2011 et 2012 respectivement. En excluant l'Afrique du Sud, la croissance de la région est projetée à 6,4 % et 6,2 % pour 2011 et 2012 respectivement, ce qui en fait l'une des régions en développement à la croissance la plus rapide (Figures R6.3 et R6.4). La croissance devrait être favorisée par la poursuite de la reprise de l'économie mondiale. L'évolution de la demande intérieure continuera de jouer un rôle dominant dans le processus de croissance, en particulier par le biais de transferts sectoriels à partir des investissements en cours dans les secteurs des télécommunications, des banques, de l'énergie et des services de transport. Ces projets seront

financés par des sources locales et étrangères. Au cours de l'horizon couvert par ces perspectives, un nombre grandissant de pays d'Afrique subsaharienne seront susceptibles de lever des fonds sur les marchés de capitaux internationaux. Les pays qui ont manifesté leur intérêt en ce sens au cours de la période couverte par les prévisions comprennent le Nigeria, l'Angola, le Kenya, le Sénégal, la Tanzanie et la Zambie.

Les perspectives à court terme pour le secteur agricole, qui est la plus importante source d'emplois de la région, continuent de dépendre des conditions météorologiques. Dans les pays où l'agriculture a donné un coup de pouce à la croissance en 2010, la contribution de ce secteur devrait diminuer l'année prochaine. À long terme, ce secteur devrait continuer de bénéficier de l'intensification des programmes gouvernementaux de soutien et de l'activité commerciale.

La valeur en dollars des envois de fonds de travailleurs à destination de l'Afrique devrait augmenter de 4,5 % et 6,7 % en 2011 et 2012 respectivement, soutenant le raffermissement de la consommation des ménages.

Les performances de croissance varieront toutefois selon les pays. **Parmi les économies les plus importantes de la région, l'Afrique du Sud devrait bénéficier de** l'amélioration de l'économie mondiale, d'investissements publics en cours et d'un raffermissement de la demande des consommateurs. L'économie de l'Afrique du Sud devrait enregistrer une expansion de sa croissance, projetée à 3,5 % et 4,1 % en 2011 et 2012 respectivement. Avec un budget de 811 milliards de rands pour améliorer les infrastructures du pays au cours des trois prochaines années, les investissements publics devraient soutenir l'économie, notamment l'emploi. Néanmoins, le rythme de la croissance risque de ne pas atteindre des niveaux suffisants pour pouvoir réduire de manière significative le taux élevé du chômage (25,3 %).

Le **Nigeria** devrait continuer à connaître une solide croissance en 2011, avec une expansion de 7,1 % de son PIB, avant que ce rythme ne ralentisse pour atteindre 6,2 % en 2012, soit près

de son taux de croissance de tendance à moyen terme. Le secteur non pétrolier du pays devrait être l'un des principaux moteurs de cette croissance alors qu'il bénéficiera de nouveaux développements à l'étranger et d'une amélioration de la sécurité dans la zone du delta du Niger. L'augmentation des dépenses du gouvernement en infrastructures renforcera également les perspectives de croissance du pays. Toutefois, les élections à venir pourraient inciter les investisseurs à repousser leurs investissements jusqu'à ce qu'une transition pacifique ait eu lieu.

En **Angola**, malgré les efforts pour diversifier l'économie du pays en dehors du secteur pétrolier, les perspectives de croissance pour la période couverte dans ce rapport continueront d'être liées aux développements dans le secteur pétrolier. Étant donné que le prix du pétrole devrait être relativement stable au cours de la période couverte par ces prévisions, la politique fiscale du pays devrait cesser de freiner la croissance. Par conséquent, le PIB du pays devrait s'accroître de 6,7 % et 7,5 % en 2011 et 2012 respectivement, ce qui pourrait potentiellement faire augmenter les pressions inflationnistes.

Soutenues par une augmentation des échanges commerciaux interrégionaux et par les bénéfices, sur la productivité, des investissements en cours dans les infrastructures, les perspectives du Kenya demeurent favorables, avec une croissance projetée qui se situe au-dessus de la tendance, à 5,2 % et 5,5 % pour 2011 et 2012. Toutefois, des sécheresses pourraient nuire à la croissance du secteur agricole et les investissements privés pourraient également ralentir à l'approche des élections de 2012.

Alors que le **Ghana** vient de commencer à produire du pétrole, les prévisions indiquent qu'il devrait être l'économie à la croissance la plus rapide d'Afrique du Sud, avec un taux de croissance de 13,4 % en 2011 et de 10 % en 2012. Une récente révision des données sur le PIB du Ghana a relevé les estimations de revenus projetés de 60 %, plaçant désormais le pays dans la catégorie des économies à revenu intermédiaire. En dehors du secteur pétrolier, l'économie du Ghana enregistrera tout de même

une croissance solide, en particulier dans le secteur des services de construction étant donné que d'importants projets d'infrastructures seront réalisés. Si elles ne sont pas gérées avec prudence, les entrées de fonds en provenance du secteur pétrolier pourraient décourager les structures incitatives pour les exportations agricoles.

Risques relatifs à ces perspectives

Le principal risque pouvant compromettre les perspectives de croissance des pays d'Afrique subsaharienne réside dans un possible essoufflement de la reprise économique mondiale. La plupart des pays de la région ont utilisé l'espace fiscal qu'ils avaient créé avant la période de crise et n'ont pas eu le temps de le reconstruire. Par conséquent, peu de pays seraient capables de mettre en œuvre le type de politiques contracycliques qui ont aidé à réduire les perturbations causées par la crise passée si un essoufflement précoce du processus de reprise survenait.

Les mesures d'austérité adoptées au sein de l'Union européenne (UE), dont bon nombre seront mises en œuvre au cours de l'horizon couvert par ces perspectives, pourraient nuire aux perspectives de croissance de la région, en particulier si l'Europe demeure le principal partenaire commercial des pays d'Afrique subsaharienne. De plus, bien que les effets de la crise de la dette dans l'UE aient été limités en Afrique subsaharienne jusqu'à présent, une autre série de consolidations ou l'intensification de celles-ci dans le secteur bancaire européen pourrait réduire l'offre et accroître les coûts des capitaux internationaux pour les emprunteurs d'Afrique subsaharienne. Ce facteur est d'autant plus important qu'un nombre record de pays de la région ont l'intention d'émettre des obligations internationales au cours de la période couverte par les prévisions. En Asie, les développements en Chine seront importants pour l'Afrique subsaharienne étant donné les liens commerciaux et d'investissements émergents entre les deux régions. Un important ralentissement en Chine pourrait réduire les perspectives de croissance de l'Afrique subsaharienne, en particulier en ce qui

a trait à ses exportations de métaux, de minéraux et de pétrole.

Alors que le secteur agricole est le plus important employeur de la région et qu'il contribue à une vaste part du PIB de bon nombre de pays, des conditions météorologiques défavorables, telles que des sécheresses étendues, pourraient en menacer les perspectives de croissance, en réduisant la production agricole, et faire diminuer la demande intérieure advenant une hausse des prix des denrées alimentaires. Un risque connexe est celui d'une flambée des prix des denrées alimentaires agricoles sur les marchés internationaux. Bien qu'un grand nombre de produits de première nécessité dans la région ne soient pas échangés et que leurs marchés soient principalement de nature locale, certaines matières premières clés telles que le riz, la farine, le sucre et l'huile végétale sont importées en grande quantités. Par conséquent, une hausse importante des coûts en devises locales de ces matières premières échangées sur les marchés internationaux pourrait avoir d'importantes répercussions sur l'incidence de pauvreté et sur les perspectives de croissance. De même, pour les pays importateurs de pétrole, une flambée du prix du pétrole pourrait entraîner une instabilité macroéconomique et donc avoir des conséquences négatives sur la croissance économique.

Sur la période couverte par les perspectives, des élections sont prévues dans au moins trois pays d'Afrique subsaharienne. Même si, au cours de la dernière décennie, on a pu constater une augmentation des transitions en douceur dans bon nombre de pays de la région, il existe encore un certain nombre de cas où les développements politiques avant et après les élections ont été néfastes à l'activité économique. En 2010, par exemple, les perspectives de croissance de Madagascar, des Comores, de la Côte d'Ivoire et de la Guinée ont été gravement réduites par les turbulences politiques. L'évolution du cycle politique au cours de la période des prévisions aura donc des conséquences sur la croissance individuelle des pays.

Il est peu probable que les pressions à la hausse sur les devises associées à des entrées de

capitaux flottants grandissantes dans les économies émergentes constituent un risque direct pour la croissance d'un grand nombre de pays d'Afrique subsaharienne. Toutefois, l'Afrique du Sud est touchée par l'appréciation du rand et devrait continuer à l'être. Son secteur manufacturier, qui compte pour 16,4 % de son économie, devient de moins en moins compétitif en raison de l'appréciation du rand. L'appréciation de cette devise a également des effets indirects sur d'autres pays de la région, en particulier dans le sud de l'Afrique. Pour les pays dont la devise locale n'est pas indexée au rand (par exemple, le Mozambique), l'appréciation du rand signifie une dépréciation de leur devise locale par rapport au rand, une amélioration de leurs perspectives d'exportations et une hausse de l'inflation au niveau des importations. L'effet opposé s'applique aux pays de cette sous-région dont la devise est effectivement indexée au rand (par exemple, le Lesotho). Comme en Afrique du Sud, l'appréciation du rand dans ces pays signifie une baisse de leur compétitivité internationale, une diminution des pressions inflationnistes et une hausse potentielle du taux de chômage. À l'extérieur du sud de l'Afrique, les fluctuations de l'euro pourraient avoir une incidence sur la compétitivité externe des pays membres de la Communauté financière africaine (CFA).

Tableau R6.4 Prévisions pour les pays d'Afrique subsaharienne
(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	95-06 ^a	2007	2008	Est. 2009	Prévision		
					2010	2011	2012
Angola							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	8.3	20.3	13.3	0.7	3.0	6.7	7.5
Solde courant, en % du PIB	-2.2	17.9	8.5	-10.0	-5.1	-4.0	-3.3
Bénin							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	4.6	4.6	5.1	3.8	2.8	4.9	4.2
Solde courant, en % du PIB	-7.2	-11.8	-9.0	-9.5	-9.1	-8.6	-8.5
Botswana							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	6.3	4.8	3.1	-3.7	7.8	6.5	5.9
Solde courant, en % du PIB	8.3	14.5	3.5	-4.4	-2.1	-1.5	0.9
Burkina Faso							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	6.4	3.6	5.0	3.5	5.0	5.7	5.2
Solde courant, en % du PIB	-12.8	-20.1	-24.4	-19.4	-23.1	-23.7	-24.0
Burundi							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	0.4	3.6	4.5	3.5	3.7	4.1	4.6
Solde courant, en % du PIB	-13.7	-27.4	-30.2	-12.3	-9.6	-10.0	-8.9
Cap-Vert							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	5.7	8.6	6.5	2.8	4.3	5.8	6.6
Solde courant, en % du PIB	-10.1	-14.9	-8.6	-9.6	-6.7	-5.4	-12.1
Cameroun							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	4.2	3.5	2.9	2.0	3.0	3.8	4.3
Solde courant, en % du PIB	-3.2	1.4	-1.9	-5.1	-2.7	-2.6	-2.6
République centrafricaine							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	0.7	3.7	2.2	2.4	3.0	3.3	3.3
Solde courant, en % du PIB	-4.4	-6.7	-9.5	-7.9	-8.1	-7.4	-6.7
Tchad							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	9.5	0.2	-0.4	-1.6	3.7	4.0	4.0
Solde courant, en % du PIB	-36.6	-14.7	-19.8	-28.7	-26.0	-23.0	-20.8
Comores							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	2.1	0.5	1.0	12.3	2.1	2.3	2.3
Solde courant, en % du PIB	-6.3	-2.5	-15.2	-9.3	-10.5	-11.0	-10.9
Congo, Rép. dém. du							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	0.0	6.3	6.2	2.7	5.2	6.9	6.9
Solde courant, en % du PIB	-1.5	-2.7	-13.8	-13.7	-17.2	-18.5	-18.6
Congo, Rép. du							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	3.2	-1.6	5.6	7.6	10.3	10.4	5.4
Solde courant, en % du PIB	-2.3	-26.1	-2.2	-11.1	-1.2	3.5	-0.4
Côte d'Ivoire							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	1.6	1.7	2.2	3.6	3.0	4.1	4.3
Solde courant, en % du PIB	-0.2	-0.7	1.2	7.1	4.1	0.8	-1.1
Guinée équatoriale							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) ²	30.6	21.4	11.3	-5.4	3.0	2.8	4.0
Solde courant, en % du PIB	-16.7	4.7	10.1	-20.0	-6.2	-10.0	-8.0
Érythrée							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	1.7	1.3	-11.3	4.2	2.7	3.4	3.5
Solde courant, en % du PIB	-14.1	-6.4	-5.2	-6.5	-7.1	-6.7	-6.5
Éthiopie							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	5.5	11.5	10.8	8.7	9.0	9.0	8.1
Solde courant, en % du PIB	-3.3	-4.3	-7.0	-7.7	-8.5	-9.4	-11.5
Gabon							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	1.0	5.6	2.3	-1.0	5.1	4.1	4.1
Solde courant, en % du PIB	10.6	12.2	22.2	13.3	12.7	10.6	12.0

Tableau R6.4 continuation

Gambie							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	4.4	6.3	6.1	4.6	5.0	5.1	5.4
Solde courant,en % du PIB	-8.2	-10.6	-6.1	4.0	5.2	6.1	6.1
Ghana							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	4.7	6.5	8.4	4.7	6.6	13.4	10.0
Solde courant,en % du PIB	-5.7	-8.6	-12.2	-3.3	-3.6	-3.1	-2.9
Guinée							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	3.9	1.8	4.9	-0.3	2.6	3.6	3.6
Solde courant,en % du PIB	-5.1	-9.3	-31.9	-10.4	-7.3	-8.5	-9.6
Guinée-Bissau							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	-0.3	0.3	3.5	3.0	2.3	3.9	3.8
Solde courant,en % du PIB	-8.3	-9.5	-10.1	-8.6	-9.4	-9.9	-11.1
Kenya							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	2.9	7.0	1.6	2.6	5.0	5.2	5.5
Solde courant,en % du PIB	-7.5	-3.8	-6.6	-5.7	-5.7	-4.5	-4.3
Lesotho							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	3.2	2.4	4.5	2.5	3.3	3.5	3.8
Solde courant,en % du PIB	-23.4	13.9	12.6	-2.0	-25.5	-25.5	-23.8
Madagascar							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	3.1	6.2	7.3	0.4	0.6	2.6	3.9
Solde courant,en % du PIB	-8.6	-14.4	-18.4	-21.9	-16.7	-15.8	-14.6
Malawi							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	2.4	8.6	9.7	7.7	6.8	7.0	7.2
Solde courant,en % du PIB	-5.7	-1.7	-6.8	-7.1	-5.4	-6.4	-6.4
Mali							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	5.8	4.3	4.9	4.3	5.0	5.8	5.9
Solde courant,en % du PIB	-8.7	-8.1	-12.1	-14.1	-9.0	-8.7	-9.2
Mauritanie							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	3.3	1.9	3.7	-1.1	4.9	5.4	5.4
Solde courant,en % du PIB	-3.2	-9.7	-12.8	-13.1	-11.2	-12.2	-12.8
Maurice							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	4.4	5.5	5.1	3.1	4.2	4.3	4.4
Solde courant,en % du PIB	0.1	-5.8	-10.5	-7.8	-9.4	-8.8	-8.4
Mozambique							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	8.0	7.3	6.7	6.3	7.8	7.6	7.7
Solde courant,en % du PIB	-15.1	-9.8	-12.0	-12.0	-11.6	-10.5	-9.6
Namibie							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	4.2	5.4	4.3	-0.8	4.2	4.2	4.8
Solde courant,en % du PIB	2.8	7.9	0.5	-1.7	-1.6	4.1	4.1
Niger							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	3.5	3.3	9.5	1.0	3.6	6.0	6.8
Solde courant,en % du PIB	-7.1	-8.3	-12.1	-21.2	-20.3	-20.7	-20.1
Nigéria							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	4.6	6.4	6.0	5.6	7.6	7.1	6.2
Solde courant,en % du PIB	6.4	16.7	13.8	12.5	10.7	9.2	8.2
Rwanda							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	8.3	7.9	11.2	5.3	5.0	5.2	5.8
Solde courant,en % du PIB	-4.7	-4.3	-5.7	-7.5	-8.0	-9.3	-10.4
Sénégal							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	4.4	4.9	3.3	2.2	4.0	4.2	4.4
Solde courant,en % du PIB	-5.7	-11.6	-13.7	-13.6	-14.3	-14.2	-15.3

Tableau R6.4 continuation

Seychelles							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	2.8	9.7	-0.9	-7.6	6.2	4.0	5.0
Solde courant, en % du PIB	-13.4	-26.8	-44.0	-37.2	-45.3	-26.5	-19.1
Sierra Leone							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	4.6	6.4	5.5	4.0	4.7	5.2	5.9
Solde courant, en % du PIB	-12.3	-13.0	-15.3	-14.9	-11.6	-11.1	-10.5
Afrique du Sud							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	3.3	5.5	3.7	-1.8	2.7	3.5	4.1
Solde courant, en % du PIB	-1.2	-7.2	-7.1	-4.1	-4.1	-4.8	-5.2
Soudan							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	6.2	10.2	6.8	4.5	5.9	5.3	5.8
Solde courant, en % du PIB	-6.3	-7.4	-2.3	-7.1	-1.9	-1.4	-2.1
Swaziland							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	3.5	3.5	2.4	1.2	1.9	2.8	2.0
Solde courant, en % du PIB	-0.8	-2.2	-8.1	-13.8	-12.4	-12.5	-13.0
Tanzanie							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	5.4	7.1	7.4	6.0	7.0	7.2	6.9
Solde courant, en % du PIB	-6.4	-10.8	-13.0	-8.4	-8.3	-9.3	-9.7
Togo							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	3.2	1.9	1.8	2.5	3.3	3.5	3.4
Solde courant, en % du PIB	-9.6	-8.6	-7.4	-8.1	-8.5	-7.0	-7.1
Ouganda							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	7.0	8.4	8.7	7.1	6.3	6.5	8.6
Solde courant, en % du PIB	-5.3	-4.0	-5.5	-2.8	-3.6	-3.8	-1.3
Zambie							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	3.8	6.2	5.7	6.3	6.4	6.5	6.7
Solde courant, en % du PIB	-12.9	-8.4	-9.2	-5.5	-4.5	-6.0	-6.7
Zimbabwe							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	-2.2	-6.9	-14.1	4.0	5.7	5.7	6.0
Solde courant, en % du PIB	-11.5	-0.5	-1.5	-1.8	-1.3	-1.1	-0.9

Source : Banque mondiale.

Les prévisions de la Banque mondiale sont fréquemment mises à jour pour tenir compte de nouveaux renseignements et des circonstances changeantes (à l'échelle mondiale). En conséquence, les projections présentées ici peuvent être différentes de celles contenues dans d'autres documents de la Banque mondiale, même si les évaluations de base sur les perspectives des pays ne diffèrent pas de manière significative d'un moment donné à un autre.

Faute de données suffisantes, aucune prévision n'a été établie pour le Libéria, la Somalie et Sao Tomé-et-Principe.

a. Les taux de croissance sur les intervalles représentent une moyenne cumulée ; les contributions à la croissance, les ratios et l'indice d'ajustement du PIB sont des moyennes.

b. PIB mesuré en dollars constants de 2005.